



## L'Espace Politique

Revue en ligne de géographie politique et de géopolitique

5 | 2008-2

**Néotoponymie, formes et enjeux de la dénomination des territoires émergents**

---

# Acteurs et enjeux de la néotoponymie des territoires ethniques des grandes métropoles aux Etats-Unis : l'exemple de Miami

*Players and Stakes of Neotponymy of Ethnic Neighborhoods in the U.S.  
Metropolis: the Case of Miami*

**Cédric Audebert**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/257>

DOI : 10.4000/espacepolitique.257

ISBN : 978-2-8218-0327-5

ISSN : 1958-5500

### Éditeur

Université de Reims Champagne-Ardenne

### Référence électronique

Cédric Audebert, « Acteurs et enjeux de la néotoponymie des territoires ethniques des grandes métropoles aux Etats-Unis : l'exemple de Miami », *L'Espace Politique* [En ligne], 5 | 2008-2, mis en ligne le 17 décembre 2008, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/espacepolitique/257> ; DOI : 10.4000/espacepolitique.257

---



Les contenus de *L'Espace politique* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

# Acteurs et enjeux de la néotoponymie des territoires ethniques des grandes métropoles aux Etats-Unis : l'exemple de Miami

Cédric Audebert

Chargé de recherche CNRS Laboratoire Migrinter (UMR 6588, CNRS/Université de Poitiers)

## Résumé

Dans une société états-unienne où les logiques organisationnelles des communautés ethniques se lisent dans les territoires urbains, les interactions entre les populations migrantes et la société d'installation s'incarnent dans une reconnaissance institutionnelle du « territoire ethnique ». Dans ce processus de qualification ethno-communautaire des quartiers dans la ville, les stratégies toponymiques jouent un rôle symbolique majeur. Ainsi, à Miami, métropole dont la moitié de la population est née à l'étranger, la volonté de rebaptiser les principaux quartiers d'installation des immigrés témoigne de la transformation culturelle et de l'internationalisation d'une ville de plus en plus segmentée. Parallèlement, le marquage néotoponymique de l'espace revêt aussi une dimension fonctionnelle. Il répond en effet à la nécessité des autorités locales de reconnaître officiellement la présence de populations immigrées clandestines à Miami ; l'enjeu étant l'obtention de ressources fédérales pour faire face à la demande en services sociaux de populations démunies.

## Mots-clés

communauté ethnique, toponymie, immigration, ségrégation urbaine, pouvoir politique, Etats-Unis

## Stakeholders and issues of the neotponymy of ethnic neighborhoods in the U.S. metropolis: the case of Miami

This paper presents a diatopic approach which conceptualizes place as the result of contradictory logics that can be identified at different geographic levels of analysis, from the global to the local scope. Contemporary immigration in the U.S. has

profoundly transformed the social and cultural environment of metropolitan areas. In a society where organizational patterns of immigrants and minorities are identifiable in the urban structure, interactions between the immigrant communities and the receiving society are revealed by a process of institutionalization of the ethnic neighborhood. In this process of ethnic qualification of urban places, recent toponymic strategies play a major symbolic role. For example, in Miami where 60 % of the population is of Caribbean origin, the renaming of immigrant settlement areas reflects the cultural change occurring in the city and its internationalization as well as its sociospatial segmentation. Besides, neotponymy has also a functional dimension in the U.S. society. By the early 1980s, the decision to rename an inner city section of Metropolitan Miami 'Little Haiti' came up to the impelling acknowledgement of the Haitian illegal presence by the local and federal authorities. What was at stake was the access to federal resources in order to respond to the tremendous social needs of this marginalized immigrant population. Thus, toponymy appears as an essential tool as well as the result of a struggle for power between local political structures (municipalities, county government) and the federal government. At the same time, the stakes are also high at the neighborhood level, where place renaming reveals the changing relations between ethnic communities. One needs to carefully understand the relative significance of toponymy which is indeed often out of step with the more and more complex multiethnicity of U.S. international metropolises.

## Keywords

*ethnic community, toponymy, immigration, urban segregation, power structure, United States.*

Le renouvellement et l'intensification des flux migratoires aux Etats-Unis contribuent à transformer socialement et culturellement les espaces métropolitains. Véritables carrefours de la mondialisation et principales portes d'entrée migratoires, les interfaces métropolitaines sont les espaces les plus concernés par ces mutations démographiques et culturelles (Ghorra-Gobin, 2000 ; Waldinger et Bozorgmehr, 1996). Dans un contexte socio-institutionnel états-unien reconnaissant et valorisant la différence culturelle, les changements à l'œuvre dans des métropoles aux avant-postes de la globalisation (comme New York, Los Angeles, Miami, Houston ou San Francisco) confèrent une visibilité aux nouvelles communautés immigrées en provenance d'Amérique latine et d'Asie notamment (Body-Gendrot, 1992).

Dans une société où les logiques organisationnelles des immigrés – plus ou moins marquées par le fait communautaire – se lisent dans les territoires urbains, les interactions entre les populations migrantes et la société d'installation s'incarnent dans une reconnaissance institutionnelle du « territoire ethnique » ou du « territoire communautaire ». L'investissement institutionnel de ces lieux dans la ville revêt de multiples formes, de la mise en place de circonscriptions électorales sur une base ethno-résidentielle à la manière dont on nomme les lieux (Audebert, 2006 ; Hum, 2002 ; Sanjek, 1998). Dans ce processus de qualification ethno-communautaire des quartiers urbains, une interrogation féconde réside dans la signification symbolique et fonctionnelle et les logiques politiques des stratégies toponymiques.

Il convient de questionner leur sens social et de s'interroger sur ce qu'elles nous apprennent des mutations culturelles des espaces métropolitains et du renouvellement des rapports entre populations locales et immigrées, entre groupes majoritaires et « minorisés »<sup>1</sup>, entre populations plus ou moins intégrées. Plutôt que de dresser le bilan exhaustif d'une recherche aboutie, cet article a pour modeste objectif de jeter les bases d'une réflexion préliminaire sur la néotoponymie comme clé de compréhension possible de la nouvelle géographie sociale et culturelle des *world cities* à partir des expériences caribéennes

en Floride. A la différence de la toponymie traditionnelle marquant historiquement la colonisation et les différentes aires culturelles de l'espace états-unien (Monmonnier, 2007 ; Garreau, 1981) et d'autres pays dits « neufs » comme le Canada ou l'Australie (Rivard, 2008 ; Melville, 2006), la néotoponymie inscrit dans la ville l'implantation des nouvelles immigrations. Elle se distingue donc aussi de la toponymie-substrat des villes européennes anciennes, ce « micro-récit » qui donne au paysage une profondeur historique (Pelen, 2005) et émane d'une « certaine représentation du passé » (Bouvier et Guillon, 2001).

Cette optique appelle à prendre en compte différentes échelles d'analyse spatiale, correspondant notamment aux multiples échelons de l'exercice du pouvoir politique. Elle porte aussi à confronter les espaces légitimés par le politique aux territoires vécus, perçus et pratiqués, investis tant dans les lieux infra-urbains que dans les aires culturelles transnationales. Dans ce cadre, une approche diatopique rappelant que la production du lieu est liée à l'articulation entre diverses échelles spatiales constitue la base théorique de notre réflexion sur les acteurs et les enjeux de la néotoponymie des territoires ethniques de la grande métropole nord-américaine. Une investigation à partir de l'exemple de la genèse des quartiers de Miami et de la manière dont ils ont été nommés, permet de comprendre dans quelle mesure la segmentation socio-spatiale de cette métropole peut être légitimée par la toponymie (carte 1).

Située aux portes de la Caraïbe, Miami est en effet la ville d'Amérique du Nord qui symbolise le mieux la requalification toponymique récente des quartiers urbains en réponse à une immigration constituant désormais la majorité de la population locale. En cela, elle préfigure le destin de nombreuses métropoles du Sud et de l'Ouest des Etats-Unis<sup>2</sup> qui connaissent des expériences similaires de désignation des espaces. Parallèlement, l'articulation des échelles d'analyse dévoile comment l'acte toponymique, légitimant la présence d'une population, est le fait de logiques contradictoires, entre reconnaissance institutionnelle des autorités et contestation de la part d'autres groupes sociaux aux intérêts divergents.



Carte 1 - L'aire métropolitaine de Miami

Le cas du quartier de *Little Haiti* a remarquablement illustré cette articulation au cours des trois dernières décennies.

## Communautés ethnicisées, territoires urbains et néotoponymie aux Etats-Unis : une approche diatopique

Dans un pays exerçant un *leadership* économique et géopolitique à l'échelle mondiale, les métropoles les plus dynamiques tirent leur puissance et leur prospérité de leur fonction d'interface avec les ensembles géoéconomiques – Caraïbe, Amérique latine, Asie orientale – où elles projettent leur influence. Elles jouent en retour le rôle de portes d'entrée pour les hommes, les idées, les capitaux et les biens en provenance de ces ensembles. Ces interfaces sont à la charnière de différents types de hiérarchies et/ou d'articulations territoriales. Elles apparaissent à la fois comme les échelons locaux de hiérarchies politico-spatiales se déployant du niveau fédéral au niveau métropolitain voire municipal, et comme les centres organisant et polarisant les flux structurant en partie les espaces métarégionaux du « système-monde ». L'approche diatopique s'avère donc pertinente pour appréhender les dynamiques de *glocalisation* que révèle la toponymie des quartiers ethniques de ces villes.

## L'analyse multiscalaire, une nécessité pour appréhender la localité

Projection spatiale de l'organisation en société des collectivités humaines, le territoire est le produit d'une double superposition : celle de structures territoriales caractérisées par la reconnaissance politique dont les logiques diffèrent de celles des « territoires du quotidien » (Di Méo, 1996) ; et celle de logiques d'acteurs sociaux s'articulant à différentes échelles spatiales. Dans le cadre d'un système politico-institutionnel états-unien très décentralisé, la décision politique affectant la localité est le fruit

d'intérêts contradictoires et de rapports de force permanents entre l'Etat fédéral et les échelons infra-étatiques disposant de larges pouvoirs. L'élaboration de politiques dans des domaines aussi stratégiques que l'éducation et la santé relève ainsi pour une large part de décisions prises aux échelons de l'Etat fédéré et du comté. Mais la difficulté de répondre localement à des enjeux ayant une dimension et des répercussions nationales – comme la réponse aux besoins sociaux d'une immigration clandestine n'ayant pas légalement accès aux programmes d'insertion – peut amener les autorités locales à solliciter le concours de l'Etat fédéral. La décision politique émane donc de multiples acteurs associés à différents échelons de pouvoir dont l'interaction rend en partie compte de l'organisation et de la structuration des espaces métropolitains et locaux (Ghorra-Gobin, 2004). La qualification politique, sociale et toponymique des territoires infra-urbains en relation avec les processus de différenciation et de hiérarchisation sociales requiert ainsi l'analyse des interactions de ces acteurs, celle de leurs prérogatives, de leur champ de compétences et de leurs intérêts. Le rôle de premier plan conféré à la néotoponymie dans ce contexte révèle que l'espace apparaît comme l'un des enjeux principaux de leurs interactions.

Parallèlement, la territorialité relevant de la pratique de l'espace en relation avec sa perception par les individus et les collectivités humaines s'inscrit fréquemment en contradiction avec la dimension politico-institutionnelle. Il n'est pas rare en effet que les espaces légitimes relevant de découpages politico-administratifs s'inscrivent en décalage avec l'espace pratiqué quotidiennement par les individus et les représentations qu'ils développent de leur lieu de vie et de celui des autres (Di Méo, 1998). Le rapport intime au territoire a néanmoins en commun avec la structure politico-spatiale la multiplicité des échelles dans le cadre desquelles il se décline. La circulation accélérée des hommes, des biens et de l'information liée à la diversification des moyens de communication permet par exemple au migrant de s'approprier simultanément l'espace de son quartier et de sa ville, celui du pays dans lequel il vit et celui des réseaux sociaux transnationaux qui le lient éventuellement au pays d'origine.



Le positionnement privilégié est donc celui d'une approche diatopique convoquant diverses échelles spatio-temporelles dont l'articulation produit le lieu. Dans cette logique, l'hypothèse est formulée que les quartiers constituant la mosaïque métropolitaine de Miami sont les produits en recomposition permanente d'une double relation : celle qu'entretient la ville avec les autres échelons de pouvoir dans le système politico-administratif états-unien d'une part ; et celle liée à la polarisation qu'elle exerce dans l'ensemble de la « Méditerranée américaine ». L'articulation des échelles temporelles apparaît comme un angle d'approche complémentaire pour comprendre l'évolution des relations interethniques où le temps court de l'immigration contemporaine (Caribéens hispanophones et anglophones, Haïtiens) rentre en concurrence avec le temps long des acteurs traditionnels (les groupes « blanc non hispanique » et « noir non hispanique »). Ces interactions, sur les modes de l'articulation et de la compétition, participent à l'évolution rapide des rapports de force entre les communautés dans la ville, que révèle une âpre compétition pour l'espace. La toponymie intervient alors comme une manière de marquer son territoire nouvellement approprié en même temps qu'elle signifie la reconnaissance formelle d'une diversité culturelle de plus en plus affirmée localement.

## Territorialités et nouvelles qualifications de l'espace

La distinction – certes superficielle et dualiste – entre les aires socioculturelles anglo-saxonne et latine à l'échelle des Amériques semble se reproduire à Miami, où les relations entre *natives* anglo-saxons et immigrants majoritairement hispaniques (60 % de la population) sont marquées tant par l'échange constitutif des processus d'intégration que par les tensions inhérentes à la compétition pour l'accès aux ressources et à l'espace (Nijman, 2000 ; Portes, Stepick, 1993). Différents types de frontières se superposent alors dans la métropole. Les frontières légitimées par le pouvoir politique qualifiant les municipalités et les quartiers cohabitent avec les frontières non officielles dessinées par les espaces vécus et habités, mais dont la dimension ethno-culturelle est parfois *a pos-*

*teriori* reconnue institutionnellement par les autorités locales en nommant officiellement les lieux.

Le marquage toponymique infra-urbain consacre la reconnaissance institutionnelle d'une communauté socio-culturelle en tant que groupe ethnique, condition essentielle de son intégration en tant que collectif dans une société états-unienne où la différence culturelle est non seulement encouragée mais aussi valorisée. Cette qualification des lieux sur une base ethnique n'est pas nouvelle aux Etats-Unis et s'inscrit dans une longue tradition historique. Au cours du XXe siècle, les vagues migratoires successives de migrants polonais ou juifs russes à Chicago, d'Italiens à New York et Chicago et de Chinois à Los Angeles et San Francisco ont été ponctuées par la création d'autant de toponymes au nom évocateur : *Little Italy*, *Little Odessa*, *Chinatown*. Le système socio-institutionnel procède à une ethnicisation des populations (immigrées entre autres) par leur territorialisation à l'échelon local, où la qualification des lieux – toujours évolutive – joue un rôle primordial. Mais la qualification toponymique sur une base ethnique concerne au premier chef les quartiers socialement modestes, à forte concentration immigrée, des *inner cities*, montrant que loin de se limiter à la dimension ethno-communautaire, les limites et les gradients révèlent aussi les hiérarchies socio-économiques dans la ville. Le lieu en tant qu'espace de vie s'avère être la matrice des pratiques sociales (Di Méo, 1998; Debarbieux, 1995) et un référent fondamental de l'identité recomposée de populations d'installation plus ou moins récente.

De fait, dans les métropoles nord-américaines, les mailles politico-administratives sont en permanence concurrencées et réévaluées par la dynamique des groupes ethno-communautaires dont les logiques et les intérêts sous-tendent les perceptions, pratiques et stratégies territoriales. Les bases de la compétition s'avèrent plus ou moins favorables en fonction du statut juridique, de l'acculturation, de la position sur l'échelle socio-économique et de l'appui ou non sur des réseaux sociaux et professionnels. Dans le contexte des interfaces métropolitaines, elles s'incarnent nettement dans des logiques de distance

sociale produisant de la différenciation et de la hiérarchisation entre les groupes sociaux, que vient parfois légitimer la toponymie.

Les représentations spatiales apparaissent ainsi largement inspirées par une conception sociétale du « vivre ensemble » où l'ethnicité instrumentale est mise en avant et où le fait communautaire s'incarne dans le territoire. Elles peuvent aussi être affectées par les schèmes de catégorisation sociale liés aux modalités de la migration. Les quartiers haïtiens les plus pauvres de Miami ou de New York ont par exemple été apparentés de manière péjorative et caricaturale à des quartiers de *boat people* cristallisant les préjugés et présentés par opposition à l'expérience des *plane people* perçus comme moins pauvres et plus facilement intégrés. Dans ce cadre, le champ des pratiques spatiales varie en fonction des réseaux sociaux, de la prégnance du fait communautaire, des ressources et de la capacité variable des individus à s'affranchir des contraintes sociétales précitées. La genèse et l'évolution des territoires ethniques des grandes métropoles aux Etats-Unis incarne donc l'articulation entre les logiques géoéconomiques se déployant à l'échelle méta-régionale, les logiques positionnant ces métropoles dans les hiérarchies urbaine et politico-administrative à l'échelle nationale, et les perceptions et pratiques spatiales des populations locales.

### La néotoponymie, un outil de légitimation de la segmentation ethnique de Miami ?

La structuration socio-spatiale de Miami repose sur deux séries de facteurs complémentaires agissant à des échelles différentes. Le premier facteur, à l'échelle méta-régionale, a trait à la polarisation qu'exerce la ville dans la Caraïbe et une partie de l'Amérique latine ainsi qu'à son internationalisation concomitante. Le deuxième, inhérent à la société états-unienne, réside dans la hiérarchisation sociale et la différenciation ethno- raciale qui rend compte de la segmentation de l'espace résidentiel. Ces deux facteurs se combinent pour rendre compte de la genèse de quartiers ethniques répondant à des méca-

nismes tant économiques et culturels qu'institutionnels. Il convient de s'interroger sur la fonction de la néotoponymie dans ce processus.

### Miami, une métropole internationale

La multiethnicité croissante de Miami est à replacer dans le contexte de sa fonction géopolitique et géoéconomique et de sa capacité à polariser une partie des flux humains, matériels et immatériels du bassin caribéen et de l'Amérique latine. Alors que les processus de régionalisation et de métropolisation à l'échelle méta-régionale, voire continentale, se renforcent mutuellement, la fonction d'interface métropolitaine de Miami lui confère un rôle stratégique de premier plan (Audebert, 2006). La ville exerce tout d'abord un rôle d'avant-poste géostratégique des Etats-Unis dans la Caraïbe. Nombre d'interventions militaires directes et indirectes dans la « Méditerranée américaine » y ont été préparées et financées. Elle a aussi été une base de repli pour maints dirigeants latino-américains déchus, avant et pendant la Guerre froide. Sa fonction géopolitique explique l'attraction exercée sur les centaines de milliers de migrants de la région venus de pays communistes, et en particulier de Cuba, dont les originaires constituent 30 % de la population de la métropole (*idem*).

Le rôle stratégique de Miami se décline aussi dans sa fonction commerciale et financière internationale attirant capitaux et marchandises latino-américains. La moitié des échanges de biens entre les Etats-Unis et la Caraïbe transitent par Miami, facilités par une logistique tournée vers l'international. 70 % des échanges internationaux de la métropole s'opèrent avec l'Amérique latine et la Caraïbe et 45 % des passagers de l'aéroport de Miami sont en partance pour ces régions ou en viennent. Depuis une trentaine d'années, la ville a également montré une remarquable capacité à polariser et organiser les réseaux transnationaux informels se déployant dans la Caraïbe dans les domaines marchand, migratoire, religieux ou celui des narcotiques.

Alors que certains auteurs ont présenté la ville comme une *city on the edge* (Portes, Stepick, 1993),

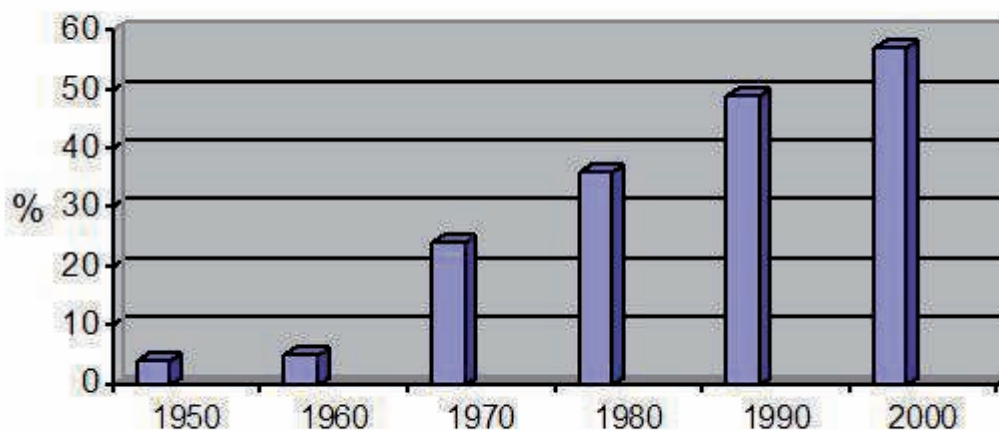
d'autres se sont interrogés sur son rôle de capitale de la Caraïbe (Girault, 2003). Cette internationalisation s'est manifestée localement par une immigration massive et une rapide transformation culturelle de la métropole. La moitié de sa population est née à l'étranger, et notamment 45 % dans le bassin caribéen, tandis que le poids relatif des Hispaniques – immigrés et nés sur place – dans la population totale est passé de 5 % en 1960 à 60 % aujourd'hui selon le Bureau du recensement (figure 1). La seule population cubaine est désormais plus importante numériquement que la population blanche anglo-saxonne et il apparaît dans certaines localités comme Hialeah (carte 1) qu'un résident sur quatre ne parle pas l'anglais.

### Une mosaïque métropolitaine sociale et ethnique

L'installation successive de populations d'horizons variés a eu des implications notables sur la structuration et l'organisation de l'espace urbain. La ségrégation socio-économique et ethnique mise en lumière par l'Ecole de Chicago reste aujourd'hui à la base de l'organisation des villes nord-américaines, en dépit

des mutations de ses formes spatiales (Park et al., 1925 ; Grafmeyer, Joseph, 1990). A Miami, le gradient social centre/périphérie demeure dans une certaine mesure pertinent dans l'analyse de la différenciation entre, d'une part, les quartiers centraux accueillant les groupes sociaux les plus pauvres et les minorités « ethniques » les moins bien insérées dans la structure sociale et professionnelle métropolitaine et, d'autre part, les banlieues aisées.

Un ensemble de mécanismes plus ou moins volontaires ont abouti à une différenciation sociale de l'espace urbain sur le modèle centre/périphérie. Tandis que la planification de nouveaux lotissements de bonne qualité en périphérie et la construction d'autoroutes les reliant au centre ont attiré les classes moyennes et aisées, l'abandon des quartiers centraux et leur dégradation ont rendu compte d'une dévalorisation immobilière ayant canalisé l'installation d'une partie des minorités pauvres et des nouveaux immigrants. Ce fut la première étape de la genèse d'une géographie résidentielle fondée sur le revenu. A ces logiques se sont ajoutés des facteurs politiques. Beaucoup de nouvelles subdivisions créées ne s'intégrèrent pas à la ville centrale mais



Source: US Census Bureau, recensements décennaux.

Figure 1. Evolution de la part des hispaniques dans la population de Miami



formèrent des entités municipales distinctes, ce qui leur permettait de mettre en place des règles ayant pour effet direct d'attirer les ménages aisés et par conséquence indirecte d'exclure les ménages les moins favorisés socialement. Ces entités politiques aux larges pouvoirs ont pu par exemple décider de ne pas accueillir de logements publics subventionnés. En outre, des facteurs socioculturels tels que les valeurs et affinités de classe, les modes de vie et les réseaux socioprofessionnels ont contribué à une différenciation et à un cloisonnement croissants entre espaces périphériques et centraux.

De même, la racialisation et l'ethnisation des rapports sociaux rendent en partie compte du positionnement différencié des populations dans la hiérarchie socio-économique et résidentielle de la ville. La segmentation sectorielle décrite par Hoyt (cité dans Scheibling, 1998, p. 32) pour expliquer le compartimentage socio-économique de l'espace urbain apparaît utile pour rendre compte aussi de la ségrégation ethno-résidentielle, au regard de la genèse de marchés ethniques du logement distincts. Miami est de fait caractérisée par la coexistence de trois marchés immobiliers : un marché blanc non hispanique dont l'espace se réduit considérablement et se replie dans le cadre de communautés fermées et sécurisées ; un marché hispanique en expansion qui se déploie sur 60 % de l'espace résidentiel ; un marché noir non hispanique que se partagent les noirs états-uniens et caribéens. Le cloisonnement entre ces marchés immobiliers apparaît d'autant plus net que l'on se rapproche du centre de l'agglomération, où les quartiers centraux sont fortement marqués par l'identité culturelle des populations relativement pauvres qui les habitent. C'est précisément dans ces quartiers centraux que la néotoponymie reflète de la manière la plus claire l'appropriation territoriale des minorités ethniques et des communautés immigrées récentes.

### Une toponymie marquant l'ethnisation de l'espace urbain

Du fait de logiques socio-économiques et ethniques de segmentation de l'espace, les territoires compo-

sant la ville centrale sont très majoritairement investis par les minorités ethniques traditionnelles et les immigrants récents. Les minorités y représentent 88 % de la population et deux-tiers des résidents y sont catégorisés comme hispaniques (U.S. Census Bureau, 2002). Les noirs – dont un quart sont originaires d'Haïti – représentent 20 % de la population de la ville centrale et trois habitants sur cinq y sont nés à l'étranger (*idem*). Parce qu'elles sont aussi les plus pauvres et les plus marginalisées de l'agglomération, ces populations posent à la société le défi d'une intégration fonctionnelle et participative. De ce point de vue, leur reconnaissance institutionnelle par les autorités constitue un préalable indispensable pour l'allocation de ressources publiques et de services sociaux, la représentation politique et la promotion économique.

Aux Etats-Unis, la qualification ethnique d'une population par les pouvoirs locaux lui permet en effet d'avoir accès collectivement à un ensemble de ressources et d'infrastructures publiques ayant pour dessein de favoriser son insertion sociale. A terme, elle favorise aussi l'intégration participative du groupe dans un contexte où la mobilisation politique s'opère sur la base de l'ethnicité. Dans les deux cas, l'appropriation territoriale constitue une étape essentielle de la reconnaissance institutionnelle du groupe et peut prendre éventuellement la forme d'un marquage toponymique. A Miami, les autorités locales identifient la principale zone de concentration résidentielle cubaine dans les années 1960 afin d'y implanter les infrastructures sociales, communautaires et médicales et d'y affecter les ressources pour répondre aux besoins spécifiques de ce groupe. Ils délimitent officiellement cette zone et la nomment symboliquement 'Little Havana'. Dans la même logique, un périmètre de forte concentration haïtienne est identifié par les autorités au début des années 1980 et est rebaptisé 'Little Haiti'. Une décennie plus tard, la municipalité de Sweetwater est surnommée 'Little Managua' en référence à l'afflux massif de Nicaraguayens et d'autres immigrants d'Amérique centrale (carte 1).

Au-delà de la reconnaissance officielle de la multiethnicité de Miami et de la dimension institution-

nelle de la relation entre les autorités municipales et métropolitaines et les communautés ethniciées, les nouvelles qualifications toponymiques des quartiers s'inscrivent dans une stratégie de marketing touristique et géoéconomique de la ville. A travers ces noms de lieux qui renvoient à différents pays ou villes du bassin caribéen, l'objectif est aussi secondairement de promouvoir autant l'image d'une ville états-unienne dans la Caraïbe que l'image d'une ville caribéenne voire latino-américaine aux Etats-Unis. Le message s'adresse donc à la fois aux hommes d'affaires et aux touristes. En se surimposant aux toponymes traditionnels liés à la colonisation anglosaxonne (Fort-Lauderdale, Key West) ou à la présence antérieure des populations séminoles (Miami, Allapattah, Hialeah), cette néotoponymie prend acte de la diversification culturelle contemporaine de la région que les autorités veulent utiliser comme un atout dans la promotion de Miami comme métropole internationale. Les logiques politiques, culturelles et économiques restent donc étroitement liées pour rendre compte de la qualification des lieux, ce que révèle une analyse plus approfondie du cas d'étude de *Little Haiti*.

### La reconnaissance officielle d'un quartier haïtien à Miami: logiques institutionnelles et luttes de pouvoir locales

La qualification toponymique semble donc accompagner les changements culturels et sociaux récents de la société floridienne, et plus généralement de la société états-unienne. Elle apparaît comme une étape importante de la reconnaissance par les autorités de la présence des communautés ethniciées et des enjeux de leur insertion sociale. Mais la prise en compte de différentes échelles d'analyse spatiale montre que cette reconnaissance légitimée à l'échelon métropolitain et municipal peut être contestée au sein même du quartier par d'autres communautés. En fonction du pouvoir dont il dispose et de l'échelon auquel il peut l'exercer, chaque groupe énonce ses revendications spatiales en privilégiant un champ d'action géographique particulier. L'échelle du quartier de *Little Haiti* qui paraît pertinente pour les Haïtiens peut

s'avérer inopérante pour d'autres populations y résidant. D'autres toponymes se référant à des territoires plus localisés rentrent alors en concurrence avec le toponyme légitimé, révélant les luttes de pouvoir locales.

### L'officialisation de la présence haïtienne et la création de *Little Haiti*

La légitimation politique d'un quartier haïtien montre que la stratégie toponymique est un instrument essentiel dans le jeu des rapports de force entre les échelons de pouvoir local et fédéral, dont les intérêts apparaissent contradictoires. Des premières arrivées massives de boat people il y a une trentaine d'années jusqu'à nos jours, le gouvernement fédéral s'est constamment opposé à une légalisation *a priori* de l'immigration clandestine haïtienne par bateau. Il est vrai que la fidélité du gouvernement haïtien aux Etats-Unis dans un contexte de Guerre froide ainsi que l'hostilité d'une partie de l'opinion publique floridienne vis-à-vis d'une immigration maritime perçue comme incontrôlable a donné de sérieux arguments à Washington pour le maintien d'une ligne intransigeante (Stepick, 1998).

Or, dans les années 1970, cette population pauvre, marginalisée socialement et de plus en plus nombreuse ne pouvait être prise en charge par le gouvernement fédéral du fait de la clandestinité dans laquelle elle était maintenue. En réponse aux besoins émanant des nouveaux arrivants dans les domaines du logement, de l'éducation et de la santé, le comté de Dade et l'Etat de Floride devaient financer seuls l'intégralité des services sociaux nécessaires à l'insertion des Haïtiens. Un rapport de force s'est alors engagé entre les pouvoirs local et fédéral pour le partage des coûts sociaux liée à cette immigration clandestine largement concentrée dans le Sud de la Floride. Pour légitimer leur demande à Washington de l'octroi aux boat people haïtiens d'un statut légal, les autorités locales identifièrent la principale zone de concentration haïtienne et y délimitèrent officiellement un périmètre – correspondant aux secteurs d'Edison et de Little River – qu'ils baptisèrent *Little*

Haiti en 1979. Au cours des années suivantes, ce secteur s'est imposé comme l'espace privilégié d'installation des primo-immigrants et comme l'épicentre de la lutte pour la régularisation des sans-papiers haïtiens. Le quartier a progressivement concentré l'essentiel des institutions créées dans l'optique de favoriser leur insertion dans la société états-unienne.

De concert avec les logiques politiques venant d'«en haut », la communauté migrante elle-même a activement participé à la production de toponymes marquant la présence haïtienne dans la ville. Durant la première moitié des années 1980, le rêve des Haïtiens d'un territoire urbain servant de base à leur émergence sociale, culturelle et économique devint réalité. Mais loin de n'être que le résultat de dynamiques institutionnelles, la genèse communautaire haïtienne a également été le fruit d'initiatives individuelles. Par exemple, de 1974 à 1986, une soupe populaire a été organisée chaque 1er janvier (fête de l'indépendance haïtienne) par Les Cousins, premier grand commerce haïtien implanté à Edison-Little River. L'objectif était de réunir dans une ambiance conviviale des Haïtiens qui, le reste de l'année, étaient divisés sur la question du duvaliérisme<sup>3</sup>. Théâtre des manifestations politiques, le quartier devint aussi dès le début des années 1980 le lieu de manifestations culturelles, avec notamment l'organisation annuelle d'un carnaval.

La volonté de nommer les lieux marqua le désir de la communauté haïtienne naissante de s'approprier cet espace d'installation. Par exemple, des travailleurs communautaires proposèrent que l'on rebaptise Haitian Grand'Rue la North Miami Avenue parce que cette artère avait constitué dès le départ l'épine dorsale à partir de laquelle la communauté haïtienne de Miami s'était déployée dans l'espace. Il fut aussi proposé de baptiser Little Port-au-Prince la zone d'Edison-Little River par référence au quartier cubain de Little Havana<sup>4</sup>. Ce type d'initiative symbolique joua un rôle indéniable dans la genèse d'un sentiment communautaire chez les Haïtiens de *Little Haiti* dans les années 1970 et 1980. Aujourd'hui, de même que les Cubains appellent Little Havana La Pequeña Ha-

bana, les Haïtiens appellent Little Haiti Ti Ayiti. L'appropriation toponymique de l'espace s'avère être aussi une appropriation linguistique (carte 1).

## Relations interethniques et enjeux toponymiques locaux

A l'échelle du quartier de *Little Haiti*, la qualification toponymique apparaît comme le résultat d'intérêts partagés par les autorités locales et la population haïtienne. Le marquage du territoire s'affirme comme une condition préalable à l'existence du groupe et à sa reconnaissance officielle. Il est aussi la légitimation politique d'une réalité préexistante, celle d'un espace vécu, représenté, pratiqué et finalement revendiqué par une communauté immigrée récente. Au-delà du périmètre précité, l'appropriation de l'espace par les noms se référant à Haïti concerne aussi les lieux et les artères le structurant. La 2ème avenue nord-est, principale artère marchande du quartier, a ainsi été rebaptisée en 2000 du nom d'un poète haïtien, Félix Morrisseau-Leroy, sur le modèle de la 8ème rue sud-ouest de Little Havana (carte 1) rebaptisée *Calle Ocho* puis rue José Martí. L'une des principales écoles primaires de *Little Haiti* – dont 80% des élèves sont originaires d'Haïti – a été symboliquement baptisée Toussaint Louverture, du nom du héros de la révolution haïtienne<sup>5</sup>. De même, une loi de l'Etat de Floride de 2003 a permis aux Haïtiens de rebaptiser du même nom la 54ème rue qui est un lieu historique de la lutte pour les droits des réfugiés et contre la dictature des Duvalier.

Cependant, à l'échelle d'une analyse plus fine des secteurs résidentiels composant ce quartier multiethnique de plus de 40 000 habitants, les intérêts diffèrent notablement entre les communautés, et les décisions officielles ne font pas l'unanimité. Les changements de toponymes révèlent de fait l'évolution de l'équilibre des forces entre les divers groupes ethniques dans l'espace urbain. Des secteurs marqués par l'implantation préexistante d'autres communautés ont ainsi été intégrés au périmètre de *Little Haiti* dès le début des années 1980. Leur point commun était que les Haïtiens y représentaient plus de 40 % de la population locale. Depuis, leur poids

relatif s'est à peu près stabilisé de même que celui des Noirs états-uniens qui représentent un tiers de la population. Parallèlement, le quartier a accueilli une population hispanique croissante ainsi qu'une population anglo-saxonne aisée dans le sud-est du quartier. Les Noirs états-uniens sont en grande partie concentrés dans l'ouest du quartier où ils représentent la majorité de la population. Localement, il apparaît donc que chaque secteur de *Little Haiti* porte l'empreinte d'un groupe ethnique cohabitant avec la communauté haïtienne.

L'enjeu du marquage toponymique pour des populations marginalisées socialement et pour beaucoup sans statut juridique réside dans la reconnaissance de leur présence et de leur place dans la mosaïque culturelle du quartier. Cependant, le rapport de force démographique et de plus en plus politique étant en faveur des Haïtiens, le recours à la toponymie qui nécessite une légitimation institutionnelle reste problématique pour les autres groupes. Pour signifier leur présence, ils ont de plus en plus recours à la sémiotique et à l'investissement des lieux par la symbolique communautaire. Leurs églises et leurs commerces se muent en véritables miroirs de leur présence dans le secteur. Dans le sud-ouest de *Little Haiti*, plus de la moitié des commerces et des édifices religieux appartiennent à des noirs états-uniens, des Bahaméens ou des hispaniques et la manière dont ils sont nommés ne laisse aucune ambiguïté sur leur dimension ethno-communautaire : Bahamian Connection, Saint Peter African Church, Los Hispanos Grocery.

D'autres communautés plus puissantes financièrement se sont appropriées une partie de l'espace du quartier en bâtissant de véritables enclaves résidentielles fermées, dont la dimension ethnique est signifiée par leur qualification sémiotique : le Miami Jewish Home Hospital implanté en plein cœur de *Little Haiti* est une communauté résidentielle destinée aux retraités juifs. L'évolution des équilibres entre groupes qui se manifeste par la mouvance des territorialités et la fluidité des rapports au lieu fait donc constamment évoluer les limites implicites des espaces appropriés. A l'aune de ces évolutions récentes, le marquage toponymique légitimant po-

litiquement la présence d'une communauté dans la ville – en l'occurrence ici celle des Haïtiens – doit être relativisé par le décalage dans lequel il s'inscrit avec une réalité multiculturelle beaucoup plus complexe et mouvante.

## Conclusion

En définitive, cette réflexion préliminaire laisse apparaître que les stratégies néotoponymiques jouent un rôle symbolique majeur dans le processus de qualification ethno-communautaire des quartiers urbains. Ainsi, à Miami dont la majorité de la population est d'ascendance caribéenne, la volonté de rebaptiser les principaux quartiers d'installation des immigrés témoigne de la transformation culturelle et de l'internationalisation d'une ville de plus en plus segmentée : quartiers latino-américains de Little Havana et Little Managua, quartier haïtien de *Little Haiti*... De même, dans une logique de marketing touristique, la néotoponymie est instrumentalisée par les autorités locales tantôt pour promouvoir l'image d'une ville états-unienne dans la Caraïbe et asseoir sa fonction géoéconomique, tantôt pour mettre en scène une métropole caribéenne – voire latino-américaine – aux Etats-Unis.

Parallèlement, le marquage néotoponymique de l'espace revêt aussi une dimension fonctionnelle dans la société états-unienne. Dès le début des années 1980, le choix de rebaptiser *Little Haiti* l'ancien secteur d'Edison-Little River répond à la volonté des autorités locales de reconnaître officiellement la présence d'une population haïtienne majoritairement clandestine à Miami ; l'enjeu étant l'obtention de ressources fédérales pour pouvoir faire face à la demande croissante en services sociaux de la part d'une population immigrée jusqu'ici marginalisée. La stratégie toponymique apparaît donc comme un instrument essentiel dans le jeu des rapports de force entre les échelons de pouvoir local (municipalité, comté, gouvernement métropolitain) et fédéral. Mais les enjeux se jouent aussi à l'échelle locale, où les changements de toponymes révèlent l'évolution des rapports de pouvoir entre les différentes communautés ethniques dans la ville et sont le fruit de logiques tantôt consensuelles, tantôt contradictoires.

Les choix toponymiques de *Little Haiti* ou de *Little Havana* revêtent ainsi une double signification, selon l'échelle d'analyse considérée. A l'échelle locale,

ils témoignent de la présence d'un nouveau groupe ethno-communautaire dans la ville tandis qu'à une échelle plus globale, ils marquent le rôle stratégique des quartiers dans les champs sociaux transnationaux haïtien et cubain en gestation. Cependant, la pertinence de ce marquage toponymique des quartiers, des écoles ou de la voirie est aussi relativisée par le décalage qui la caractérise avec la réalité multiethnique de plus en plus composite et nuancée de ces territoires urbains.

## Notes

<sup>1</sup> Cette distinction pouvant *a priori* paraître artificielle entre « majorité » (Blancs non hispaniques) et « minorités » est liée à la catégorisation ethno- raciale officielle en vigueur aux Etats-Unis. Celle-ci identifie une catégorie culturelle (Hispaniques) et cinq catégories dites « raciales » (Blancs, Noirs, Amérindiens, Asiatiques, insulaires du Pacifique). Cette catégorisation inscrite jusque dans les statistiques est largement nuancée par la néotoponymie, plus proche des nouvelles dynamiques identitaires du pays.

<sup>2</sup> Selon le recensement décennal de 2000, la part des Hispaniques dans la population de dix métropoles du Texas, de Californie et de Floride était désormais égale ou supérieure à 45 %, dont notamment Los Angeles (45 %), San Antonio (54 %) et Miami (57 %). A Miami, la part des blancs non hispaniques (21%) tend à diminuer rapidement, tandis que celle des noirs non hispaniques (19 %) ne se maintient que grâce à l'afflux migratoire des Caribéens.

<sup>3</sup> Les régimes dictatoriaux particulièrement durs de François Duvalier (1957-1971) puis de son fils (1971-1986) ont eu pour conséquence directe la massification des flux migratoires haïtiens vers les Etats-Unis.

<sup>4</sup> Source : entretien avec Viter Juste, travailleur communautaire et entrepreneur pionnier de Little Haiti.

<sup>5</sup> Toussaint Louverture mena une guerre victorieuse contre les troupes coloniales de Napoléon 1<sup>er</sup> venues rétablir l'esclavage dans la future Haïti. Il reste à l'heure actuelle la figure historique haïtienne la plus respectée et la plus commémorée.



## Bibliographie

- AUDEBERT C., 2006, *L'insertion socio-spatiale des Haïtiens à Miami*, Paris, L'Harmattan.
- BODY-GENDROT S., 1992, *Les Etats-Unis et leurs immigrants : des modes d'insertion variés*, Paris, La Documentation Française.
- BOUVIER J.-C., & GUILLON J.-M. (dir.), 2001, *La toponymie urbaine. Significations et enjeux*, Paris, L'Harmattan.
- DI MÉO G., 1998, *Géographie sociale et territoires*, Paris, Nathan Université.
- DI MÉO G. (dir.), 1996, *Les territoires du quotidien*, Paris, L'Harmattan.
- GARREAU J., 1981, *The nine nations of North America*, Boston, Houghton Mifflin.
- GHORRA-GOBIN C., 2004, « Métropolisation et disparités spatiales. Appréhender la dimension politique », *Géographie et Cultures*, n° 48, pp. 25-40.
- GHORRA-GOBIN C., 2000, *Les Etats-Unis entre local et mondial*, Paris, Presses universitaires de Sciences Po.
- GIRAULT C., 2003, « Miami, capitale du bassin caraïbe ? », *Mappemonde*, n° 72, pp. 29-33.
- GRAFMEYER Y. & JOSEPH I., 1990, *L'Ecole de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier.
- HUM T., 2002, *Redistricting and the new demographics: defining communities of interest in New York City*, New York University, Queens College, APA Studies working paper.
- MELVILLE A., 2006, "Mapping the wilderness: toponymic constructions of Cradle Mountain/Lake St. Clair National Park, Tasmania, Australia", *Cartographica*, vol. 41, n°3, pp. 229-245.
- MONMONNIER M., 2007, *From Squaw Tit to Whorehouse Meadow: How maps name, claim and inflame*, University of Chicago Press.
- NIJMAN I., « The paradigmatic city », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 90, n° 1, pp. 135-145.
- PARK R.E. et al., 1925, *The City*, Chicago, University of Chicago Press.
- PELEN J.-N., 2005, « Récit et toponymie, Introduction », *Rives nord-méditerranéennes, Récit et Toponymie*, [En ligne], mise en ligne le 21/07/2005. URL : <http://rives.revues.org/document115.html>. Consulté le 30/04/2008.
- PORTES A. et STEPICK, A., 1993, *City on the Edge: the transformation of Miami*, Berkeley, University of California Press.
- RIVARD E., 2008, "Colonial cartography of Canadian margins: Cultural encounters and the idea of métissage", *Cartographica*, vol. 43, n° 1, pp. 45-66.
- SANJEK R., 1998, *The future of us all: Race and neighborhood politics in New York City*, New York, Cornell University Press.
- SCHEIBLING J., 1998, *Qu'est-ce que la géographie ?*, Paris, Hachette, coll. « Supérieur ».
- STEPICK A., 1998, *Pride against prejudice : Haitians in the United States*, Boston, Allyn and Bacon.
- U.S. Census Bureau, 2002, *Census of population and housing : summary file 3*, Washington, Department of Commerce.
- WALDINGER R. & BOZORGMEHR M., 1996, *Ethnic Los Angeles*, New York, Russell Sage Foundation, New York.